



HAL
open science

Face à l'Etat islamique: l'impossible unité palestinienne

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Face à l'Etat islamique: l'impossible unité palestinienne. Afkar/Idées, 2015, 46, pp.24. halshs-01185222

HAL Id: halshs-01185222

<https://shs.hal.science/halshs-01185222>

Submitted on 19 Aug 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Face à l'organisation de l'Etat islamique : l'impossible unité palestinienne

Nicolas Dot-Pouillard est chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, Beyrouth) et Core-Researcher au sein du programme Wafaw (When authoritarianism fails in the Arab world, European Research Council).

Cet article est le fruit de recherches menées dans le cadre du programme Wafaw (When authoritarianism fails in the Arab world- European Research Council). Son contenu relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne représente pas nécessairement les vues de l'institution qui l'a financé.

Le premier avril 2015, l'organisation de l'Etat islamique (OEI) pénètre dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk. Situé à huit kilomètres du centre de Damas, sa partie nord est soumise, depuis 2012, à un implacable siège de l'Armée arabe syrienne (AAS). Moins de 18 000 réfugiés peuplent aujourd'hui le camp – ils étaient encore, trois ans auparavant, plus de 150 000.

Une multitude de fronts militaires

Yarmouk est désormais à l'image de la Syrie : c'est une mosaïque armée. L'organisation de l'Etat islamique n'est qu'une des nombreuses factions militaires qui se déploient maintenant dans cette enceinte stratégique, porte sud de la capitale. Avant la percée militaire de l'OEI dans le camp, Yarmouk se divise déjà en plusieurs zones militarisées : au nord, les supplétifs palestiniens du régime syrien tiennent plusieurs barrages militaires, assistant l'armée gouvernementale et les Forces de défense nationale (FDN). L'Alliance des forces palestiniennes (at-Tahaluf) regroupe, depuis le début des années 1990, les principales formations palestiniennes non seulement opposées aux accords d'Oslo, mais également organiquement liées au régime syrien. Elles se reconnaissent dans la rhétorique nationaliste arabe du parti Baath : Front populaire pour la libération de la Palestine- Commandement général (FPLP-CG)

de Ahmad Jibril, Fatah-Intifada de Abu Moussa, issu d'une scission du Fatah de Yasser Arafat, en 1982, Saïqa, la branche palestinienne du parti Baath, Comités populaires, dirigés par Khaled Abdel Majid, également porte-parole de l'Alliance des forces palestiniennes. L'ensemble de ces partis aligne plusieurs centaines de miliciens dans et aux abords du camp.

Depuis début avril, ces quatre formations combinent leurs attaques contre l'Etat islamique avec les forces régulières syriennes. Cependant, ce premier front, entre formations palestiniennes favorable au régime, et organisation de l'Etat islamique, n'annule pas les coordonnées militaires et politiques qui prévalaient dans le camp depuis la fin 2012 : l'Alliance des forces palestiniennes est en effet engagé depuis dans une série d'affrontements avec des groupes armés liés à l'Armée syrienne libre (ASL), tout comme avec des miliciens palestiniens ayant pris à l'époque fait et cause pour le soulèvement syrien.

Jusqu'à l'entrée de l'Etat islamique dans Yarmouk, la majorité du camp est en effet tenu par une multitude de groupes armés se revendiquant de la chute du régime de Bashar al-Assad. Si, de l'hiver 2012 au printemps 2015, ces groupes armés tiennent encore des positions militaires à Yarmouk, en dépit des bombardements incessants de l'aviation syrienne et des percées sporadiques des troupes de l'Alliance des forces palestiniennes, c'est aussi qu'ils bénéficient d'une base arrière : les banlieues de Damas (Hajjar al-Aswad, Tadamun) qui jouxtent le camp sont en effet tenues par l'Armée de l'islam (Jaysh al-Islam) de ZaaranAlloush, une des composantes du Front islamique (Jabaha al-islami), une des plus importantes coalitions militaires de l'opposition. Au sein même du camp, plusieurs composantes armées opposées au régime se partagent le terrain : le HarakaAhrarash-Sham (Mouvement des libres du Levant), le Jabaha an-Nusra (Front du secours), affilié à Al-Qaeda, les Brigades Ibn Taymiyya, alliées au Jabaha an-Nusra, et, enfin, les KataibAknafBeit al-Maqdis (Brigades des contrées de Jérusalem), une formation militaire proprement palestinienne, liée au Hamas, même si ce dernier dénie officiellement tout investissement armé en Syrie. L'ensemble de ces groupes armés sont, jusqu'en avril 2015, relativement unis

dans leur confrontation face à l'armée gouvernementale et à l'Alliance des forces palestiniennes.

Le Hamas trahi

L'entrée de l'organisation de l'Etat islamique à Yarmouk relève d'une alliance rompue : celle qui prévalait jusque là entre les miliciens du Hamas et ceux du Jabaha an-Nusra. Jusqu'en avril 2015, l'accord conclu est simple : si les Brigades AknafBeit al-Maqdis et le Jabaha an-Nusra ne partagent pas les mêmes présupposés idéologiques, les uns proches de la pensée des Frères musulmans, les autres attachés à la mouvance dite « salafiste-jihadiste », ils sont d'accord pour s'opposer aux troupes gouvernementales, et pour faire de Yarmouk une porte ouverte sur la capitale. Surtout, le Jabaha an-Nusra dit préserver le camp, également, de toute pénétration de l'organisation de l'Etat islamique et des partisans d'Abu Bakr al-Baghdadi dans l'enceinte palestinienne. Fin mars, c'est ce contrat qui est rompu. : Yahia Hourani (Abu Suhaib), dirigeant local du Hamas, est assassiné devant l'hôpital Palestine le 30 mars, par des tirs inconnus, prélude immédiat à l'offensive militaire de l'Etat islamique le premier avril.

Abu Hammam, porte-parole des Brigades AknafBeit-al-Maqdis, est un ancien responsable de la sécurité de Khaled Meshaal, dirigeant du Hamas en dehors des Territoires palestiniens. Il accuse le 8 avril le Jabaha an-Nusra d'avoir purement et simplement « trahi » les Brigades AknafBeit al-Maqdis, en laissant l'Etat islamique entrer dans le camp, et en fomentant une nouvelle alliance militaire avec lui, au détriment des forces de l'opposition syrienne et palestinienne à Bashar al-Assad. Les raisons de ce retournement sont multiples. Le Jabaha an-Nusra se méfie d'abord d'un Hamas qui, à l'échelle régionale, oscille entre critique du régime de Bashar al-Assad et coordination continue avec le Hezbollah libanais et Téhéran. Quelques semaines plus tôt, Khaled Meshaal a en effet rencontré Ali Larijani, président du Parlement iranien, au Qatar. A Gaza, les principaux leaders du Hamas, au premier rang desquels Mahmoud Zahar et Muhammad al-Daif, dirigeant des Brigades Ezzedin al-Qassam, ne se privent plus, depuis la guerre de l'été 2014 entre le Hamas et Israël, de reconnaître une

véritable coordination sécuritaire entre les Palestiniens d'un côté, l'Iran et le Hezbollah de l'autre. L'alliance nouvelle entre le Jabaha an-Nusra et l'organisation de l'Etat islamique constituerait également une réponse, selon certains analystes palestiniens, aux plus récentes tentatives de négociation en vue d'un cessez-le-feu entre le régime et l'opposition dans le camp de Yarmouk.

L'entrée de l'Etat islamique dans Yarmouk a donc ouvert, depuis début avril, une nouvelle phase militaire. Si, précédemment, le conflit dans le camp se caractérisait par une série d'affrontement entre le régime et ses supplétifs palestiniens d'un côté, les différents groupes de l'opposition syrienne et palestinienne à Bashar al-Assad de l'autre, il y a bien désormais trois fronts qui se superposent : les Brigades AknafBeit al-Maqdis, assistées de différents groupes de l'opposition syrienne, combattent communément l'Etat islamique et le Jabaha an-Nusra ; le régime et l'Alliance des forces palestiniennes combattent également le Jabaha an-Nusra et l'Etat islamique, sans pour autant s'allier aux Brigades AknafBeit al-Maqdis ; enfin, le régime et l'Alliance des forces palestiniennes n'ont pas cessé depuis début avril leurs confrontations militaires, certes plus sporadiques qu'auparavant, contre les groupes de l'opposition syrienne encore présents dans et autour du camp (Jaysh al-Islam, Ahrarash-Sham). C'est désormais une « triangulaire » militaire qui se joue.

Un « présent-absent » : l'Organisation de libération de la Palestine

L'Organisation de libération de la Palestine n'a, au contraire du Hamas, jamais rompu les ponts avec le régime syrien. Pour autant, elle s'est officiellement refusée, jusque là, à entrer militairement dans le conflit. Les troupes de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), basées à Damas, n'ont pas été mobilisées ; principale formation de l'OLP, le Fatah, notamment sa section syrienne, s'est contenté, depuis 2012, d'émettre des communiqués appelant à une « solution politique » dans le camp de Yarmouk, et à favoriser des cessez-le-feu – toujours échoués- entre le régime et les oppositions syriennes ; la gauche palestinienne n'est pas en reste dans cette attitude de neutralité apparente : le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) ne mobilise pas militairement ses

militants, ni du côté du régime, ni de celui de l'opposition. Cependant, le seul fait que l'OLP, le Fatah et le FPLP aient gardé, à Damas, l'essentiel de leurs structures politiques, et que leurs principaux dirigeants locaux soient demeurés en Syrie depuis 2012, apparaît en partie, aux yeux de l'opposition syrienne, mais aussi du Hamas, comme un aveu de leur tropisme pro-régime. Une accusation que l'opposition syrienne adresse également parfois au Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) de Ramadan Shallah, lui-aussi resté à Damas, au contraire du Hamas.

L'entrée de l'Etat islamique dans le camp de Yarmouk semble avoir dans un premier temps infléchi quelques peu la position de l'Organisation de libération de la Palestine, mais aussi de l'Autorité nationale palestinienne (ANP). Le 8 avril, Ahmad Majdalani, dirigeant du Front de lutte populaire palestinienne (FLPP), mais également ministre du Travail dans le gouvernement de Mahmoud Abbas, réunit à Damas quatorze factions palestiniennes : celles de l'OLP, celles de l'Alliance des forces palestiniennes, mais aussi le Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP). Seul le Hamas est absent, en dépit de contacts établis – de manière inédite- début avril entre Khaled Meshaal et Ahmed Jibril, dirigeant du FPLP-CG, proche de Damas. Tous s'accordent alors sur la nécessité d'une réponse commune face à l'organisation de l'Etat islamique. Une force militaire conjointe est évoquée, pouvant même coordonner ses mouvements avec l'armée gouvernementale. En un spectaculaire retournement politique, le Comité exécutif de l'OLP revient pourtant sur sa décision le 9 avril, appelant l'OLP et les forces palestiniennes à s'extraire du conflit militaire à Yarmouk. Selon certaines sources palestiniennes, Mahmoud Abbas et le Comité exécutif de l'OLP ne souhaitent pas prendre un tournant politique qui apparaîtrait comme trop en faveur du régime syrien, et qui déplairait à ses principaux créanciers – notamment saoudiens. Depuis, l'OLP et l'ANP se contentent d'acheminer une aide humanitaire au camp de Yarmouk.

De Yarmouk à Gaza

Début mai 2015, la bataille de Yarmouk s'éternise. L'Etat islamique ne contrôle certes pas l'ensemble du camp, mais y demeure encore. Les Brigades AknafBeit al-Maqdis, proches du Hamas, ne se sont pas effondrées : si certains de leurs activistes ont effectivement fui, dans un premier temps, vers les zones tenues par le régime, elles n'en demeurent pas moins l'une des principales forces opposées tant au régime syrien qu'à un Etat islamique allié au Jabaha an-Nusra. Collaborant avec d'autres forces armées de l'opposition syrienne, notamment avec l'Armée de l'islam de ZaaranAlloush, les miliciens proches du Hamas s'imposent encore comme une force politique et militaire sur lesquels il faudra compter à l'avenir.

Les conséquences de l'entrée de l'Etat islamique à Yarmouk ne peuvent cependant être relativisées. Son premier effet est de polariser le Hamas et l'Etat islamique au-delà même des frontières syriennes : début mai, dans la bande de Gaza, le Hamas a multiplié les arrestations dans les milieux proches de l'Etat islamique et du Jabaha an-Nusra, ces deux dernières organisations menaçant désormais le Mouvement de la résistance islamique de représailles militaires au sein même de son fief palestinien, signe que les événements de Syrie se répercutent toujours automatiquement sur la scène régionale.

Les combats de Yarmouk prennent également sens en fonction d'un autre facteur : le Jabaha an-Nusra a marqué bien des points ces derniers mois contre le régime syrien. Au nord, dans la région de Idlib et de Jisr al-Shoughour, tout comme à Yarmouk, dans la banlieue de Damas. Seule l'inexorable poussée du Hezbollah, dans la région de Qalamoun, jouxtant les frontières libanaises, limitent désormais les velléités conquérantes du Jabaha an-Nusra. Or, le Nusra gagne aussi par sa capacité à créer de nouveaux régimes d'alliances : au nord, cela se fait avec des formations issues tantôt du Front islamique, proche des Frères musulmans syriens, tantôt de groupes issus d'une Armée syrienne libre désormais éclatée. A Yarmouk, le Nusra pense au contraire gagner la bataille

contre le régime syrien en s'alliant à l'Etat islamique, au détriment d'un Hamas en qui il n'a pas confiance.

Au-delà, les combats de Yarmouk ont prouvé qu'il n'y a pas d'unité palestinienne : les images contrariées d'une Alliance des forces palestiniennes, alliée au régime, incapable au final de s'allier à une Organisation de libération de la Palestine prônant une politique de neutralité dans le conflit syrien, toutes deux, au final, contrariant les positions d'un Hamas tiraillé entre Téhéran et l'Arabie saoudite, sont symptomatiques d'un mouvement national palestinien systématiquement déchiré entre des options régionales contradictoires.